

***Dissidences***

ISSN : 2118-6057

6 | 2013

Hiver 2013

Compte rendu du colloque « Le Chili actuel. Gouverner et résister dans une société néolibérale. Du « cas Pinochet » au gouvernement de Sebastián Piñera (1998-2013) ».

🔗 <http://preo.u-bourgogne.fr/dissidences/index.php?id=355>

« Compte rendu du colloque « Le Chili actuel. Gouverner et résister dans une société néolibérale. Du « cas Pinochet » au gouvernement de Sebastián Piñera (1998-2013) ». », *Dissidences* [], 6 | 2013, . URL : <http://preo.u-bourgogne.fr/dissidences/index.php?id=355>

La revue *Dissidences* autorise et encourage le dépôt de ce pdf dans des archives ouvertes.

PREO

PREO est une plateforme de diffusion voie diamant.

# Compte rendu du colloque « Le Chili actuel. Gouverner et résister dans une société néolibérale. Du « cas Pinochet » au gouvernement de Sebastián Piñera (1998-2013) ».

## *Dissidences*

6 | 2013

Hiver 2013

🔗 <http://preo.u-bourgogne.fr/dissidences/index.php?id=355>

---

- 1 Organisé conjointement par l'ILCEA (Institut des langues et des cultures d'Europe et d'Amérique) de l'Université de Grenoble et par le PACTE (Politiques publiques, Action publique, Territoires, Environnement) de l'IEP de Grenoble, ce colloque de trois jours (25, 26 et 27 septembre 2013) a tenu ses promesses. Franck Gaudichaud, maître de conférences (MDC) à l'Université de Grenoble (et membre de *Dissidences*) en a assuré la coordination générale, avec notamment Antoine Faure, Cosette Godoy Hidalgo, Fabiola Miranda Pérez, de PACTE-IEP.
- 2 Fermement encadrés par les interventions inaugurale et finale, prononcées par des enseignants-chercheurs chevronnés – Juan Gómez Leyton (Universidad Arcis, Santiago) pour la conférence inaugurale, Sergio Grez (Universidad de Chile) et Jorge Magasich (IHEC, Bruxelles) pour la conclusion –, pas moins de 25 chercheurs ou chercheuses, doctorant(e)s ou jeunes Docteur(e)s ont dressé un tableau complet du Chili aujourd'hui, la plupart du temps en langue espagnole.
- 3 Sous la présidence de Fanny Jedlicki, MDC en Sociologie à l'Université du Havre, ayant mené des recherches auprès des enfants d'exilés et de « retornados » chiliens, en ce 40e anniversaire du coup d'État du 11 septembre 1973, la question de la mémoire a donné lieu à d'intéressants échanges. Déjà en 2003, les observateurs parlaient « d'amnésie »<sup>1</sup> ou « d'oubli imposé par 17 ans de dictature et 13 ans d'une tran-

sition démocratique hantée par le fantôme de Pinochet »<sup>2</sup>. A partir de 1990, la Transition démocratique « a imposé le silence », comme le confirme Gustavo Carvajal (Université de Manchester) dans sa communication, et l'État tend à produire une « histoire officielle ». Cependant, présenter le coup d'État comme une entreprise de sauvetage de la patrie menacée d'anarchie ne passe plus en 2011. En témoigne la polémique déclenchée à Santiago en novembre 2011, lors de l'hommage rendu à Miguel Krassnof, ancien de la DINA (police politique de Pinochet), à l'occasion de la publication de son autobiographie, comme l'a rappelé Leonor Abujatum (Université de Potsdam). Il existe donc une véritable bataille de la mémoire au Chili – Franck Gaudichaud, dans l'article cité, parle de « mémoire collective déchirée », Fanny Jedlicki de « diverses mémoires en conflit » – entre ceux qui persistent à dire que la violation des droits humains est sans conséquence (un détail de l'histoire?) et ceux qui trouvent insupportable l'impunité dont ont bénéficié les tortionnaires, Pinochet en premier lieu. Mort en décembre 2006 à 91 ans, de la suspension des poursuites à sa libération sous caution pour raisons de santé, Pinochet a échappé à toute sanction. Cependant, encore aujourd'hui, le passé ne passe pas. Certes, il est interdit d'oublier (« Olvidar es prohibido »), mais il est impossible de parler (« Hablar es imposible »). Dans le travail de mémoire en cours, qui vise à sortir du monolithisme actuel, il est essentiel de rendre aux victimes, aux disparus, toute leur épaisseur humaine. Ils avaient un projet, des idéaux. L'Unité populaire fut une expérience collective sous-tendue par un projet de société justement aux antipodes du néolibéralisme actuel.

4 Cette volonté de revisiter la mémoire s'explique par le renouveau des luttes depuis une vingtaine d'années, avec une accélération ces derniers temps. Trois ateliers leur ont été consacrés, le premier dirigé par Emmanuelle Barozet (Universidad de Chile). Confirmant les propos de Camila Vallejo, figure de la révolte étudiante de 2011 : « ma génération n'a plus peur, comme nos parents, du spectre de Pinochet »<sup>3</sup>, Arnaud Figari (doctorant en Ethnologie à l'Université de Nanterre) enquêtant sur le quartier du Cerro Alegre (Valparaíso), montre bien la survivance d'un « habitus dictatorial », une « sociabilité de catacombes » chez les « Vieux » (qu'ils soient de droite ou de gauche), violemment heurté par les « Jeunes », arrivés dans les années 1990. « Vieux » et « Jeunes » s'affrontent dans le Conseil des voisins (Junta

de Vecinos), les premiers refusant de perdre la maîtrise de leur territoire, les seconds voulant évincer ceux qu'ils accusent d'être coupables du passé.

- 5 Nicole Forstenzer (Docteur(e) en Sociologie, Paris I)<sup>4</sup>, fait une analyse fine du féminisme chilien contemporain, ou plutôt des féministes. Au passage, elle note l'enrichissement intellectuel permis par l'exil en Europe ou en Amérique du Nord. Ce qui frappe, à l'écouter, c'est la coupure existant entre les théoriciennes, parfois d'excellent niveau comme Margarita Pisano, les expertes présentes dans les institutions et les féministes immergées dans la contestation sociale, dans les villes de province notamment.
- 6 Beaucoup plus visible, le mouvement étudiant de 2011, précédé par la révolte des « pingouins » (collégiens et lycéens en uniforme noir et blanc) en 2006, s'est traduit non seulement par des manifestations de dizaines de milliers de personnes à Santiago, également dans d'autres villes, mais aussi par une grève générale à l'appel de la CUT, les 24-25 août 2011. Beaucoup d'observateurs ont fait le parallèle avec Mai 68. En tout cas, ce sont les premières grandes mobilisations depuis le retour à la démocratie, contre le modèle de développement ultra-libéral, pour une éducation publique, gratuite et de qualité. Angelo Montoni, doctorant à l'EHESS, montre comment un jeune peut se transformer en militant radical, n'hésitant plus désormais à recourir à la violence. La peur a disparu ! Au cours d'une des manifestations, le feu a été mis à un des magasins de La Polar, responsable du surendettement de nombreuses familles, symbole des dérives catastrophiques d'un capitalisme ultra-libéral sans freins ni règles. Également doctorant à l'EHESS, Sebastián Perez montre le développement du travail précaire, synonyme de flexibilité et d'instabilité, dans les secteurs de la forêt, du port et du cuivre ... ce qui n'a pas empêché actions syndicales et luttes depuis le retour de la démocratie.
- 7 Notons l'originalité de la présentation de Benoît Santini, MDC en civilisation et littérature latino-américaine à l'Université du Littoral-Côte d'Opale (Boulogne-sur-mer). Sous le titre « Poésie contre l'indifférence », il montre que la poésie a été une arme au cours de la mobilisation des étudiants. Par des inventions formelles qui tentent de traduire les bruits de la multitude, une violence verbale qui n'est pas sans rappeler là aussi Mai 68, les 29 poètes étudiés ont accompagné

les étudiants dans leur lutte contre le néolibéralisme et ses conséquences dans l'éducation, demandant que l'on prenne le communisme au sérieux.

- 8 Sous la conduite éclairée/éclairante de Guillaume Boccara, chercheur au CNRS, auteur de *Guerre et ethnogenèse Mapuche dans le Chili colonial* (L'Harmattan, 1999), le troisième atelier consacré aux luttes a permis de traiter de la question Mapuche. Boccara rappelle qu'il y a 30 ans on pensait qu'il n'y avait pas d'indigènes au Chili ! Répression physique et culturelle était le lot quotidien des Mapuches sous la dictature. Ayant tendance à intérioriser la vision dominante, ils avaient d'eux-mêmes une image terriblement négative. Dans sa contribution, lue par le modérateur, Bastien Sepúlveda, post-doctorant de la Pontificia Universidad Católica de Chile, fait une étude du développement du mouvement mapuche sous la dictature, sans négliger le rôle des exilés mapuches. C'est la question de la terre qui est au centre de leurs revendications : dans les années 1980, de nombreuses terres leur avaient été enlevées pour y développer la sylviculture en plein essor, la cellulose devenant un important produit d'exportation. Et de la revendication des terres, on est passé à la revendication du territoire. Les quelques 800 000 Mapuches, soit un peu moins de 5% de la population chilienne, sont en effet surtout concentrés dans la IX<sup>e</sup> Région, située au Sud de Santiago, dont Temuco est la ville-centre. Certains militent pour une nation autonome, à cheval sur le Chili et l'Argentine, où on retrouve le même type de population. Dans sa contribution intitulée « Le néolibéralisme multiculturel », Michael Barbut, doctorant en science politique à Paris I<sup>5</sup>, rappelle l'importance de la loi de 1993 adoptée par la Concertation démocratique. Pour sortir les Mapuches de la pauvreté, il faut les reconverter en « producteurs ethniques ». C'est leur valeur ajoutée ! Ainsi ils pourront s'intégrer dans la mondialisation. Après la dictature, on a reconnu en effet la différence culturelle, le multiculturalisme. De « l'Indien terroriste » on est passé à « l'Indien permis » (Boccara). Comme l'indique Michael Barbut, cette évolution n'a pas entraîné de révolte généralisée. Il note l'apparition d'attitudes plus complaisantes à l'égard du gouvernement libéral, entre composition et acceptation de l'idéologie dominante. Pour certains, devenir propriétaire, c'est sécuriser la propriété.

- 9 Ces réflexions sur la question mapuche ont été utilement complétées par la projection en soirée d'un remarquable film, entre documentaire et fiction, *El verano de los peces voladores* (*L'été des poissons volants*) en présence de la réalisatrice, Marcela Saïd. Présenté au Festival de Cannes en juin 2013, il est encore inédit en France.
- 10 La logique néolibérale a des conséquences importantes dans tous les domaines de la vie, en particulier à l'école et à l'université. Clemencia González, en cours de formation à l'EHESS, montre, à partir d'une enquête menée auprès de lycéens chiliens, comment les notes sont utilisées pour sélectionner/culpabiliser les élèves. En bonne logique néolibérale, il s'agit de persuader les individus qu'ils sont responsables de tout ce qui leur arrive. On assiste à la « psychologisation » d'un problème que la société pourrait prendre en compte. L'école a cessé d'être un espace protecteur pour mettre les individus en concurrence. Oscar Vivallo Urrea, doctorant à la Freie-Universität de Berlin, explique, lui, comment fonctionne l'exclusion sociale dans l'accès à l'enseignement supérieur au Chili, en fonction de critères de classe, de genre et d'origine ethnique.
- 11 Constanza Symmes, doctorante à l'EHESS, étudie l'édition indépendante dans le Chili des vingt dernières années. Elle montre la résistance des éditeurs indépendants confrontés à la globalisation éditoriale. Persuadés que le livre n'est pas une marchandise comme une autre, revenus d'exil parfois, comme le directeur de LOM-Ediciones, Paulo Slachevsky, c'est par l'association et l'internationalisation qu'ils résistent. En 1998 fut créé le premier réseau d'éditeurs indépendants de langue espagnole avec LOM Ediciones, ERA (Mexique), Trilce (Uruguay) et Txalaparta (Pays basque). Victorieusement pour le moment dans le cas de LOM, dont le catalogue comporte plus de 1 000 titres, dont une traduction de José Bové *El mundo no es una mercancía* ou un essai de Tomás Moulian, *Socialismo del siglo XXI*.
- 12 La ville a été également impactée par le néolibéralisme. Le système des transports – notamment le métro, le Trans-Santiago – étudié par Yves Jouffe (École des Ponts, Paris) s'est développé, mais sans avoir de rôle intégrateur. Peut-être parce que, pour diminuer « le prix de la ville », on construit de plus en plus loin ... sans planification. C'est ce que montre bien Cécile Faliès, agrégée de géographie, ATER à l'ENS de la rue d'Ulm, qui vient de soutenir sa thèse le 24 octobre 2013 à

Paris I, sur la métropole Santiago-Valparaíso. Elle étudie les périphéries, véritables déversoirs pour des villes en croissance. Déchetteries et décharges sauvages responsables d'incendies se développent, sans souci environnemental ou social. Face à ces agressions multiples subies par l'espace péri-urbain, des projets alternatifs existent (encouragement à l'agriculture biologique, à la production apicole, ou encore redécoupage politico-administratif pour donner ou redonner vie aux communes périphériques), mais tout cela reste encore bien modeste. Cette prise en main des espaces urbains au profit de la bourgeoisie se traduit par l'expulsion des Pobladores (habitants d'urbanisations souvent spontanées et précaires). Confrontés à cette situation, les Pobladores, étudiés par Claudio Pulgar Pinaud (architecte, actuellement doctorant à l'EHESS), se sont organisés. La pratique des « tomas » (prises de terrain) est ancienne au Chili, pas seulement à Santiago. Le violent séisme du 27 février 2010 ayant révélé les carences de l'État lors de la reconstruction, les habitants se sont organisés en un véritable mouvement national des Pobladores, imposant le droit au logement, le droit à la ville, encourageant l'habitat autogéré.

- 13 Ce développement sauvage du pays, certains diraient néolibéral, est ancien. Les ressources minières - cuivre en particulier - ont attiré les capitaux étrangers, américains, dès le début du XXe siècle. Sous la direction d'Álvaro Artigas (Sciences-Po Paris-CERI), un atelier a permis d'actualiser cette question des ressources naturelles. L'industrie minière, mais aussi la métropole Santiago en expansion ont besoin de grandes quantités d'électricité : « Nous devons doubler notre production électrique dans les 10 ans à venir », affirmait Laurence Golborne, Ministre des Mines et de l'Énergie en 2011. C'est pour faire face à ces besoins énormes qu'a vu le jour le projet HidroAysen, objet de deux interventions, la première consacrée à l'intervention de l'État, prononcée par Claudio Broitman (doctorant à Paris VII), la seconde sur les répercussions, aussi bien écologiques que sociales, qu'aura le projet sur la Patagonie chilienne, par Gabriel Inostroza, professionnel du tourisme et doctorant en Géographie à l'Université autonome de Barcelone. Car il s'agit de construire 5 barrages et 5 centrales hydro-électriques, 2 sur le fleuve Pascua, 3 sur le fleuve Baker. L'ensemble fournirait 20% de la production nationale d'électricité. Mais il faudra assurer son transport sur plus de 2000 km jusqu'à Santiago par le

système de câbles à haute tension le plus long du monde, qui traverserait 17 réserves et parcs nationaux. Ce projet est mené par un consortium qui regroupe l'entreprise espagnole Endesa (51%) et la chilienne Colbun (49%). Comme l'ont souligné les intervenants, l'État – « un État malin » (A.Artigas) – s'est chargé de créer les conditions favorables à ces investissements. Lancé en 2008, sous la présidence de Michelle Bachelet, le projet reçoit en 2011 un premier feu vert des autorités administratives. Ce projet, soutenu par des hommes et des femmes politiques de droite comme de gauche, est considéré comme d'intérêt national. Mais G. Inostroza se demande si on a le droit de satisfaire des besoins immédiats en hypothéquant l'avenir ? Les écologistes se mobilisent contre un projet qui risque de défigurer « un joyau », « une région où alternent montagnes, glaciers, îles, lacs, rivières et forêts, l'habitat familial des renards, pumas, flamants roses et cygnes au col noir, le refuge du huemul, ce cerf en danger d'extinction qui orne, avec le condor des Andes, l'écusson du Chili », pour reprendre les mots de Jean-Pierre Langellier<sup>6</sup>.

- 14 L'intervention de Laetitia Rouvière, docteur(e) de l'Université de Grenoble, nous transporte au Nord du Chili, en pays Aymara. Elle nous montre les efforts des communes aymaras du Chili, du Pérou et de Bolivie pour créer un espace transnational permettant d'encourager « un développement avec identité ». Aidés par les institutions internationales, sous leadership chilien, les maires aymaras de 57 communes encouragent et homologuent les échanges transfrontaliers, promeuvent les petites entreprises spécialisées dans les produits locaux et le tourisme.
- 15 La réflexion sur les partis politiques au Chili, dirigée par René Jara (IEP-Grenoble), a été éclairée par la leçon inaugurale de Juan Gómez Leyton intitulée « Política, democracia y ciudadanía en una sociedad neoliberal (Chile, 1998-2013) ». Il s'interroge non seulement sur l'importante abstention enregistrée à chaque scrutin (40% et plus) mais aussi sur le fait que de nombreux jeunes ne s'inscrivent même pas sur les listes électorales. Cette mise à l'écart volontaire du jeu électoral – elle ne concerne pas moins d'un adulte chilien sur deux – annonce-t-elle le triomphe du néolibéralisme, les Chilien(ne)s se percevant comme « consommateurs », point final ? En tout cas c'est dans ce contexte de faible mobilisation électorale – ce qui ne signifie pas, on l'a vu, faible mobilisation sociale –, que se succèdent les élections,



présidentielles notamment, au rythme désormais quadri-annuel. Le premier tour de la prochaine élection présidentielle est fixé au 17 novembre 2013. Les interventions écoutées dans cet atelier ont permis de faire le point sur trois des partis les plus importants (PDC, PSC et Parti progressiste).

- 16 Elodie Giraudier, doctorante à Paris III sous la direction d'Olivier Compagnon, montre un Parti démocrate-chrétien (PDC) désormais acquis, depuis la fin des années 1990, au néolibéralisme. Certes ce parti a toujours été tiraillé entre des tendances divergentes, dont certaines d'ailleurs avaient rejoint l'Unité populaire un peu avant et après 1970, donnant naissance au MAPU et à la IC (Izquierda cristiana). Les philosophes chrétiens Jacques Maritain ou Emmanuel Mounier (Personnalisme), inspirateurs de la démocratie-chrétienne à sa fondation, semblent bien oubliés aujourd'hui, supplantés par des penseurs anglosaxons proches des néolibéraux.
- 17 Les divergences sont anciennes aussi à l'intérieur du Parti socialiste chilien (PSC) étudié par Daniel Grimaldi, doctorant à l'EHESS, entre tenants de la réforme et tenants de la révolution. M. N. Sarget l'avait déjà montré dans son étude fondatrice, *Système politique et PS au Chili : un essai d'analyse systémique* (L'Harmattan, 1994). Après le coup d'État, les partisans de l'économie de marché, de la réforme (plutôt que de la révolution) deviennent majoritaires. Ceci permettra au parti, une fois la démocratie revenue, de participer avec la démocratie-chrétienne, aux gouvernements de la Concertation démocratique. Cette évolution, cette « conversion » pourrait-on dire, au néolibéralisme, a entraîné le départ de certains, sur la gauche, comme Jorge Arrate ou Marco Enríquez-Ominami (MEO).
- 18 Ce dernier, né le 12 juin 1973, fils de Miguel Enríquez, leader du MIR assassiné le 5 octobre 1974, adopté en exil, en France, par le nouveau compagnon de sa mère, le militant socialiste Carlos Ominami, a été la révélation du scrutin de 2009. Marié à une célèbre présentatrice de télévision, lui-même professionnel du cinéma et de la télévision, il est arrivé en 3<sup>e</sup> position, avec le score impressionnant de 20,13% des voix. Fort de ce résultat, il a créé un nouveau parti, le Parti progressiste, évoqué – grâce à une visio-conférence depuis Santiago – par Cécile Tron, titulaire d'un Master à Paris I. Ce parti permettra-t-il de sortir de ce que l'étudiante appelle «le duopole » et de rénover le sys-

tème des partis chiliens ? Articulée autour du programme « Por un nuevo Chile. Propuestas para un debate ciudadano » (« Pour un nouveau Chili. Propositions pour un débat citoyen »), qui insiste sur « le développement intégral », autour des concepts de Liberté, Justice, Égalité, la campagne actuelle de MEO, de nouveau candidat à la Présidentielle, semble moins « sexy » – pour reprendre le mot d'un participant – que celle de 2009. Les candidats sont nombreux, et parmi eux, pour la première fois au Chili, un candidat écologiste.

- 
- 1 Franck Gaudichaud, *Le Monde diplomatique*, septembre 2003, p.1 8-19.
  - 2 Christine Legrand, *Le Monde*, 6 novembre 2003.
  - 3 *Le Monde*, 3 septembre 2011.
  - 4 Elle a publié en 2012, chez L'Harmattan, *Politiques de genre et féminisme dans le Chili de la post-dictature, 1990-2010*.
  - 5 Il prépare une thèse sur *Autochtonie, mobilisations et démobilisations dans les territoires mapuches du Chili*.
  - 6 *Le Monde*, 21 mai 2011.